

ECONOMIE

■ Face à la crise, la CFE-CGC veut « redonner de la dignité à l'industrie »

Le 23 avril, le syndicat de la métallurgie Lorraine CFE-CGC a accueilli Bernard Van Craynest, président confédéral, et Gabriel Artéro, président fédéral, pour son assemblée générale qui s'est tenue au centre de communication Smart. Avant la réunion, ils ont visité à Sarralbe Leach International et Secofab. « Il est intéressant de voir des sites exceptionnels en ces temps de crise, ont-ils déclaré lors d'une conférence de presse, des entreprises leader dans leur branche respective. La crise est là, les deux sociétés visitées ne sont pas à l'abri. Cependant, elles ont mis en place des dispositifs pour conserver les salariés le plus longtemps possible ».

Pour eux, les élus n'ont pas anticipé la crise actuelle et découvrent qu'ils auraient dû soutenir leurs industries quand il en était encore temps. « On a besoin de régulateurs sociaux, seulement 36 000 des 12 millions d'entreprises ont un CE (comité d'entreprise) en mesure de participer aux débats de la répartition des mannes financières publiques, qui ne peuvent



De gauche à droite : Alain Monpeurt secrétaire général de la métallurgie Lorraine, Bernard Van Craynest, président confédéral CFE-CGC, Gilles Hemmerling président de la métallurgie Lorraine, et Gabriel Artero président fédéral de la métallurgie CFE-CGC.

pas se reproduire à l'infini. Les jeunes sont sans emploi, on leur demande simultanément de débiter et d'avoir une expérience de plusieurs années en étant rémunérés au SMIG. Les aînés, la mémoire des entreprises, sont remerciés pour des raisons de coût en cette période de crise permettant ces ajustements. »

Dans la métallurgie, sur 1,7 million de salariés, chaque année on compte 140 000 départs et 100 000 recrutements. Le solde est donc négatif de 40 000. Pour que les entreprises trouvent la main-d'œuvre qualifiée dont ils ont besoins, les responsables de la CFE-CGC préconisent de développer la formation en alternance et le

tutorat et de passer par des filières professionnelles, alors que ce sont les filières classiques qui sont privilégiées. Les syndicats sont prêts à participer à l'élaboration des référentiels de formation (« globalement nous avons des observatoires dans toutes les branches professionnelles »), mais l'Éducation nationale tient à son indépen-

dance. « Des formations sont à mettre en place. L'Éducation nationale crée des filières nouvelles dont certaines ne correspondent à rien en termes de besoin et on oriente les jeunes vers des filières sans débouchés. Les entreprises comme Secofab forment leur personnel qu'elles ne trouvent pas par ailleurs ».

La CFE-CGC craint de voir partir des entreprises capables de prendre le leadership dans le marché de la nanotechnologie (microconducteurs, microprocesseurs et bien entendu électronique embarquée dans les véhicules d'aujourd'hui), et de se retrouver dans un « no man's land » où il n'y aura plus que des services à la personne et du tourisme.

Il faut « redonner de la dignité à l'industrie qui souffre d'une mauvaise image et n'est pas attractive », ont conclu Bernard Van Craynest et Gabriel Artero. Mais à la question « Quelle serait la mesure à prendre ? », ils ont répondu : « S'il y avait une solution miracle, ça se saurait... »